

génération digitale,
+ qu'une copie
conforme

devillard.ch



GED - COPIEURS - IT

devillard

www.ccig.ch

Mars 2024

No 2

CCIG info

Mensuel de la Chambre
de commerce, d'industrie et
des services de Genève

Paroles d'entrepreneurs

Nouvelle rubrique: chaque mois, nous mettons en lumière des entreprises qui font du bien à Genève.

► PAGE 3

Électromobilité

Depuis le 1^{er} février, l'État subventionne le pré-équipement des parkings d'immeubles d'habitation.

► PAGE 3

Commerce international

Mission économique réussie en Arabie saoudite et au Qatar: renforcement des liens commerciaux.

► PAGE 5



• ÉVALUATION DE VOTRE ENTREPRISE • ACCOMPAGNEMENT
• ASPECTS LÉGAUX ET ADMINISTRATIFS • CONFIDENTIALITÉ
• CONSULTATION SANS ENGAGEMENT

• N°1 en Suisse
• 2000 produits

• 20 agences
• 1000 transactions / an

Tél. 022 700 22 22
pme@remicom.com

REMI(COM)

LOCAUX COMMERCIAUX - COMMERCE - ENTREPRISES

www.remicom.com

Tourisme

Quartiers touristiques urbains: il faut aller plus loin!

Le tourisme est un secteur économique en pleine croissance. En 2021, il a généré des recettes totales de 35,4 milliards de francs en Suisse. Le tourisme est caractérisé par des recettes directes (hôtellerie, restauration, transport), mais une grande partie de sa valeur ajoutée est indirecte (achats, loisirs, services culturels, etc.). À l'image de ce qui s'observe ailleurs sur le continent, les villes suisses bénéficient du développement rapide du tourisme urbain. C'est tout particulièrement vrai à Genève où l'hôtellerie a enregistré un nouveau record en 2023 avec plus de 3,5 millions de nuitées. Ainsi, Genève est, à l'image de beaucoup d'autres villes du continent, une destination de week-end pour les touristes européens qui représentent plus de la moitié des visiteurs étrangers. Or, contrairement à ce qui est devenu la norme ailleurs, les touristes peinent à étendre leur séjour à Genève le dimanche faute d'une offre adaptée à leurs attentes.

Ouverture des commerces le dimanche dans les zones ou quartiers touristiques

En Suisse, le travail le dimanche est interdit sauf exceptions limitées et circonstancielles. Pour le commerce de détail et les services, une ouverture le dimanche est possible principalement pour répondre au besoin des voyageurs (Art. 26 et Art. 26a de l'ordonnance 2 relative à la loi sur le travail abrégé

OLT 2) et des touristes en station (Art. 25 OLT 2).

Bien qu'initialement pensées pour le tourisme de montagne en hiver, les conditions de l'article 25 OLT 2 peuvent également être remplies par des zones touristiques urbaines. D'ailleurs, la traduction française « station » porte à confusion, là où l'allemand est plus neutre « Ort » (lieu). C'est sur cette

base légale que Vaud, Fribourg, Saint-Gall et le Valais comptent plusieurs zones touristiques urbaines dont la licéité a été confirmée par le Tribunal fédéral. Concrètement, selon le texte de cet article 25 OLT 2, pour pouvoir bénéficier de la dispense, les entreprises doivent être situées en région touristique et répondre aux besoins spécifiques des touristes. C'est en vertu de cette disposition



suite page 2

LE TEMPS
Immobilier

Mars 2024



AU VERT Une grande maison à vivre dans un cadre unique et non loin de la ville page 14
VISITE PRIVÉE Une villa moderne de lumière au bord du lac Lemano célèbre la sensation d'élegance page 28
Rejoignez-nous sur nos réseaux sociaux

A retrouver
le 19 avril 2024
encarté dans «Le Temps»

LE TEMPS

Immobilier

Votre nouveau rendez-vous luxe

Vous souhaitez insérer une annonce?
Contactez la régie publicitaire du «Temps»
à l'adresse publicite@letemps.ch

LE TEMPS

ELSA FLORET
directrice de la communication



La CCIG, de loin la plus proche...

Chers Membres,

Vous êtes nombreux à nous lire chaque mois et à interagir avec nous quand le sujet vous anime. De tels échanges nous enrichissent. Tout au long de l'année, nous voulons être au plus proche de vous et de vos préoccupations, et cela quel que soit votre secteur. Et les thématiques ne manquent pas.

En effet, porter la voix de l'économie au niveau politique stimule et alimente notre quotidien. Il en va de même pour la croissance et le développement de notre offre de services répondant à vos besoins et vos sujets d'intérêt.

Spécificité de votre Chambre, le Commerce international s'étoffe notamment avec une série de conférences et de formations. Par exemple, le dernier Market Focus en date, qui s'intéressait à la Turquie, a fait salle comble, grâce à l'engagement de notre équipe événementielle dont le savoir-faire permet également d'organiser sur mesure vos séminaires d'entreprise.

Afin de cartographier la diversité de vos parcours d'entrepreneurs sur nos nombreux supports de communication, qu'ils soient radiophoniques, audiovisuels ou écrits par nos différentes plumes, nous lançons ce mois-ci une nouvelle rubrique – « Paroles d'entrepreneurs » –, qui occupera désormais une place de choix dans nos colonnes en mettant un coup de projecteur sur un secteur ou des entreprises dynamiques qui contribuent à la force du tissu économique genevois. Ainsi, aidés par –PULSE, incubateur de projets innovants et à fort potentiel, ce sont trois jeunes entrepreneurs issus de hautes écoles de la HES-SO Genève qui ouvrent la voie.

Enfin, savez-vous qui se cache derrière l'élégante façade de la Maison de l'économie ? Les collaborateurs dont les visages vous ont été dévoilés ces dernières semaines, notamment par le biais de nos campagnes digitales, et qui font la richesse humaine de votre Chambre. Ce mois-ci, après la Communication, c'est au tour du département Communauté et Services d'être mis à l'honneur.

Et n'oubliez pas, le jeudi 25 avril, nous vous ouvrirons nos portes en grand pour vous accueillir et vous faire découvrir les coulisses de votre CCIG. Inscrivez-vous et venez nombreux !

ÉDITORIAL

► suite de la page 1

que les commerces sont ouverts de longue date le dimanche en montagne.

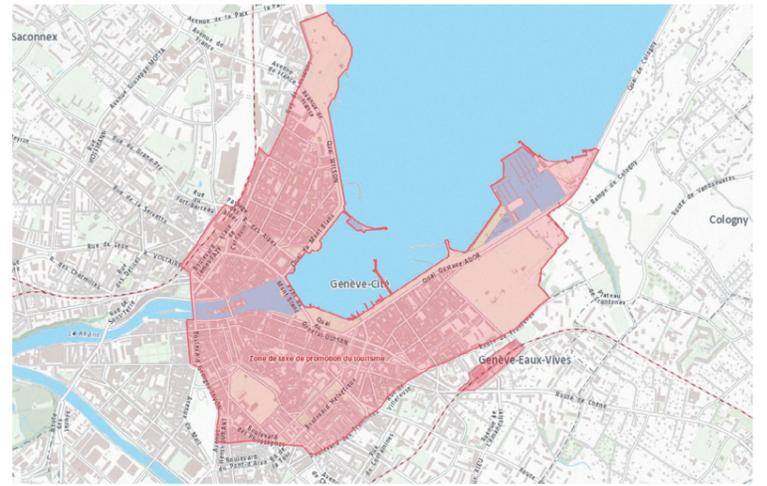
Une zone touristique à Genève ?

Pour la Chambre, l'évidence s'impose. C'est un grand oui ! La ville de Genève est la deuxième commune du pays en termes de nombre de chambres (6 720) et de nuitées (plus de 2 millions) derrière Zurich. Et ce, en comptant uniquement l'offre hôtelière. Le tourisme contribue significativement à l'économie cantonale. L'hôtellerie-restauration seule représente 2,7 % du PIB. En comptant les retombées indirectes, on s'approche probablement des 5 % avec plusieurs milliers d'emplois à la clef. Malheureusement, la fermeture dominicale dans l'hypercentre est rédhitoire pour le secteur. Faute d'offre, les touristes repartent le dimanche matin et les voyageurs d'affaires renoncent à arriver le dimanche.

La Chambre milite de longue date pour la création d'un tel quartier à Genève où les commerces du centre-ville souffrent de la double concurrence du commerce électronique et du tourisme d'achat transfrontalier. Les essais menés jusqu'à présent ont été concluants. L'ouverture le dimanche génère des recettes supplémentaires. Il ne s'agit pas d'un simple effet de lissage du chiffre d'affaires hebdomadaire. La mesure bénéficie aux musées et institutions culturelles, aux commerces locaux, aux touristes, mais également à la population locale dont une partie souhaite vivement une ouverture le dimanche. À Genève, il suffit de se rendre le dimanche à la gare ou à l'aéroport pour s'en convaincre.

Une question de volonté politique avant tout

À Genève, le cadre législatif permettrait déjà la création d'une



Plan secteur A centre-ville. Source: Conseil d'État – Annexe du règlement d'application de la loi sur le tourisme (RTour).

zone touristique. L'article 16 de Loi sur les horaires d'ouverture des magasins (LHOM) autorise le travail du dimanche pour les cas dérogatoires prévus dans l'OLT 2.

Or, un avis de droit de 2021 confirme que les conditions prévues dans l'article 25 sont remplies dans l'hypercentre de Genève où le tourisme contribue significativement à l'économie locale et l'offre destinée aux visiteurs est abondante. Dès lors, la zone touristique existe et il n'appartient qu'aux autorités de la formaliser.

Consultation fédérale sur les quartiers touristiques urbains: entre espoir et déception.

Bien que la législation actuelle autorise la création de zones touristiques en ville par analogie avec le tourisme de montagne, cette solution présente des limites. Tourismes urbain et alpin sont sensiblement différents. C'est pourquoi, à la demande de Suisse Tourisme et des partenaires urbains, le DEFR a ouvert une consultation pour que soit inclus le tourisme urbain.

Le projet soumis à consultation consiste en l'ajout d'un article 25a dans l'OLT 2 permettant la création de « quartiers touristiques

urbains ». Malheureusement, l'espoir suscité par ce projet retombe une fois que l'on a le texte sous les yeux.

1. Seules les villes de plus 60 000 habitants sont concernées; Carouge ne pourrait donc pas en bénéficier si elle le souhaitait.
2. La liste des magasins pouvant ouvrir est particulièrement restrictive, se limitant essentiellement aux boutiques de souvenirs et d'articles de luxe.
3. Les compensations pour les employés travaillant le dimanche devraient aller encore au-delà des prescriptions légales au risque de devenir rédhitoire pour les commerces. Pour rappel, les employés travaillant le dimanche bénéficient d'un supplément salarial de 50% et de compensations horaires additionnelles.

En conclusion, bien qu'étant convaincu que la création de zones ou quartiers touristiques permettrait de redynamiser les centres-villes, le projet mis en consultation est bien trop restrictif. Sur la base de la réaction de ses Membres, la CCIG a répondu à la consultation en ce sens. ■

Pour votre sortie d'entreprise

Choix d'excursions d'une journée et plus...



Watch and Cow
+41 22 552 39 89
contact@watchandcow.ch
day-trip-geneva-fr.ch



UNE FAMILLE,
UN VOYAGE,
MILLE SOUVENIRS



AU TIGRE VANILLÉ
CREATION DE VOYAGES

VOYAGES SUR MESURE

SAFARIS D'EXCEPTION | CROISIÈRES PRIVÉES | IMMERSIONS NATURE | GRANDS VOYAGES CULTURELS

autigrevanille.ch | Genève • Rive 8 • +41 22 817 37 37 | Lausanne • Petit-Chêne 28 • +41 21 550 72 37

Paroles d'entrepreneurs

Ils tissent aujourd'hui le tissu économique de demain



Julia Pelichet



Quentin Beaufile



Thomas Stenger

À tout seigneur tout honneur, la première édition de cette nouvelle rubrique donne la parole à trois jeunes entrepreneurs aidés par –PULSE, incubateur de projets innovants et à fort potentiel issus des six hautes écoles de la HES-SO Genève : Julia Pelichet, directrice artistique de La Cène, Quentin Beaufile, co-fondateur de Lawka, et Thomas Stenger, fondateur de CHIP. Entretien.

Dans quel domaine votre entreprise est-elle active et en quoi est-elle innovante ?

Julia Pelichet : La Cène propose des expériences culinaires immersives et sensorielles qui mêlent gastronomie, design et technologie. La Cène raconte des histoires qui se regardent, s'écoutent et se dégustent au cœur d'un dispositif unique et innovant.

Quentin Beaufile : Lawka est une plateforme numérique dans le domaine des services juridiques et fiduciaires. Elle permet aux clients de comparer des devis, suivre les mandats, contrôler les coûts et payer en ligne. Pour les professionnels, elle offre la possibilité de référencer leurs services, obtenir des mandats, et/ou trouver un emploi.

Thomas Stenger : CHIP contribue à la révolution de la logistique urbaine et la micro-mobilité avec un réseau de casiers connectés publics.

Accessible à toutes et tous, notre solution mutualisée facilite les échanges et le commerce local tout en réduisant l'impact du premier et dernier kilomètre.

Comment –PULSE incubateur vous a-t-il aidé à développer votre projet ?

J.P. : –PULSE a mis à ma disposition un mentorat idéal. J'ai également pu tester mes idées sur un public de bêta-testeurs qui m'a permis d'affiner le concept. Grâce à son réseau, j'ai pu développer des partenariats stratégiques avec des artistes et d'autres professionnels.

Q.B. : –PULSE a été essentiel pour Lawka, fournissant ressources, mentorat et réseau d'experts. Cela a transformé Lawka en une startup opérationnelle.

T.S. : Grâce à –Pulse, notre idée s'est transformée en un projet concret. L'accompagnement par des coaches et experts, au sein d'un écosystème vibrant, a été déterminant dans notre développement, nous offrant un sentiment d'appartenance à une grande famille innovante.

Quels sont les principaux défis auxquels vous avez dû faire face dans le lancement et le développement de votre entreprise, et comment les avez-vous surmontés ?

J.P. : Les principaux défis ont été de créer une expérience sensorielle et immersive de toute pièce incluant le développement d'un concept fort qui réponde aux attentes des convives. Pour les surmonter, je me suis entourée d'une équipe pluridisciplinaire de grande qualité.

Q.B. : Les défis que représentent la création d'une plateforme technologique robuste, le respect des règles qui régissent le secteur juridique et l'acquisition de la confiance des utilisateurs ont été surmontés grâce à une planification minutieuse, l'innovation technologique et un processus de vérification rigoureux des profils.

T.S. : Notre principal défi a été le financement initial. L'obtention d'une subvention de la DG DERI et le premier prix IDDEA ont été cruciaux pour l'installation de nos premiers casiers et la concrétisation de notre projet pilote.

En quoi votre formation au sein de la HES-SO Genève a-t-elle contribué à la réussite de votre projet ?

J.P. : Le Master en Espace et Communication à la HEAD, ainsi que mon bagage d'architecte EPFL m'ont permis d'occuper le rôle de Directrice Artistique en ayant une vision globale des contraintes et des défis qui découlent de l'ambition d'un tel projet.

Q.B. : Elle offre une approche pédagogique pratique alignée sur les besoins du marché. Mon expérience en fiscalité et en enseignement dans l'option Économie et Startups digitales a permis de soutenir l'entrepreneuriat étudiant, en lien avec l'incubateur HES-Pulse.

T.S. : CHIP est le fruit direct de mon travail de Bachelor à la HES-SO Genève, où j'ai acquis des compétences essentielles à la réalisation de ce projet.

Quel impact espérez-vous avoir sur l'écosystème d'innovation local et, au-delà, quelles sont vos ambitions pour l'avenir ?

J.P. : La Cène espère s'insérer dans l'écosystème culinaire et événementiel genevois en offrant des expériences hors du commun où le

design, la gastronomie et la technologie se rencontrent à table.

Q.B. : Lawka vise à rendre les services juridiques plus accessibles et abordables, stimulant l'innovation et le développement de partenariats dans l'écosystème local.

T.S. : Notre ambition est de créer un écosystème logistique local et décarboné, favorisant le commerce de proximité et les échanges C2C, redéfinissant ainsi les standards de la logistique urbaine. ■

Transition énergétique

Nouvelle subvention pour l'électromobilité

À Genève, en 2022, seuls 12 % des voitures achetées étaient électriques, alors que la moyenne nationale s'élevait à 18 %. Bien que la transition s'effectue plus lentement à Genève qu'ailleurs en Suisse, le nombre d'automobiles hybrides et électriques mises en circulation a, dans le Canton, dépassé pour la première fois en 2023 la part des véhicules thermiques. Par rapport à 2022, le nombre de voitures hybrides a ainsi augmenté de 24,5 % et de 32,1 % pour les voitures électriques, selon l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT).

Cette tendance devrait se poursuivre. Depuis le 1^{er} février, l'État de Genève subventionne le pré-équipement des parkings d'immeubles, facilitant ainsi l'installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques. Avec les 18 000 immeubles que compte Genève, cette nouvelle subvention vise à encourager les propriétaires à

proposer ce service à leurs locataires. La subvention est accordée à tout propriétaire ou communauté de copropriétaires d'un immeuble d'habitation situé dans le Canton de Genève et comportant plus de 5 logements. Cette aide financière ne peut être accordée qu'une fois par bâtiment. Par ailleurs, elle ne peut excéder 50 % des frais engagés pour le pré-équipement du parking collectif et se monte au maximum à 20 000 francs.

3 bonnes raisons d'agir :

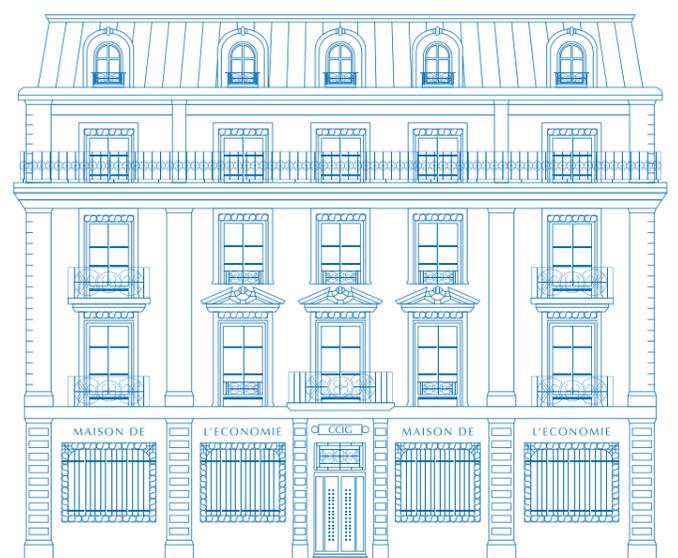
- répondre à la demande des locataires,
- augmenter la valeur de vos immeubles,
- réduire les émissions de CO₂.

Cette nouvelle subvention constitue un pas important vers la transition énergétique et l'atteinte des objectifs du Canton d'électrifier 40 % du parc automobile d'ici à 2030. ■

Et si vous mettiez notre savoir-faire dans vos séminaires ?

Le matin, le midi ou le soir, vous choisissez l'heure de votre séminaire ou webinar, nous nous chargeons de tout : de la conception des invitations au compte rendu de l'événement, en passant par les inscriptions, la promotion et l'accueil.

Nous avons l'expérience, vous n'avez que des avantages. Notre équipe du pôle Événements répond volontiers à vos demandes sur events@ccig.ch.



Droit des poursuites et faillites

Sursis concordataire : un outil utile mais peu utilisé



59 procédures de restructuration de dettes ont été engagées en Suisse en 2022. C'est peu quand

on sait que cet instrument juridique peut être très utile. Pourquoi ? Managing Director d'Alvarez & Marsal, **Amaury Bonnaire** nous éclaire en 5 questions.

À quoi sert le sursis concordataire pour les entreprises en difficulté financière ?

Le sursis concordataire est un instrument juridique qui offre aux entreprises en difficulté une protection leur permettant de gagner du temps et élargir leurs options

pour mener à bien leur redressement financier et opérationnel.

Le contexte géopolitique et la faiblesse de l'économie mondiale accroissent-ils la nécessité de restructurer et de réorganiser les entreprises suisses ?

La Suisse tire son épingle du jeu avec un niveau de vulnérabilité moindre que ses voisins européens (6,9 % en 2023, contre environ une entreprise sur dix en Europe). Néanmoins, le nombre de faillites flirte avec le seuil des 10 000.

Quel est le taux de réussite des entreprises suisses ayant eu recours à un tel sursis. Cela impacte-t-il le maintien des emplois ?

Selon les données que nous mesurons depuis 2019, le recours à cet outil a permis de sauvegarder une partie des activités et des emplois dans environ 60 % des cas.

En quoi le sursis concordataire diffère-t-il de la procédure de faillite, et quels avantages spécifiques offre-t-il aux entreprises ?

Nommé par un juge, un administrateur indépendant supervise les dirigeants de l'entreprise. Le recouvrement des dettes et les procédures judiciaires sont suspendus, les contrats à long terme peuvent être résiliés et des cessions d'actifs peuvent être réalisées en minimisant le risque de « claw back », notamment par le biais de transactions dites « prepack ».

Pourquoi, malgré ses avantages, est-il peu utilisé en Suisse, par rapport à d'autres pays ?

Aux États-Unis le « Chapter 11 » est utilisé dans près de 15 % des cas. En Suisse, c'est dix fois moins (environ 1,5 %). Nous identifions plu-

sieurs raisons majeures à cela : l'outil est méconnu, le stigmate associé à la faillite, et surtout le manque de moyens financiers, la décision étant souvent prise trop tard. En règle générale, plus le sursis concordataire est initié tôt, plus les chances de succès s'améliorent. ■



Partenariat

La CCIG et le Geneva EMBA s'unissent pour le meilleur



La Chambre a récemment conclu un partenariat avec le Geneva EMBA d'UNIGE, pro-

gramme unique en Suisse romande. Conçu pour des professionnels expérimentés, il permet d'acquérir des compétences approfondies en gestion et direction d'entreprise. Entretien avec **Jean-Yves Mercier**, directeur exécutif du programme.

À qui s'adresse le Geneva EMBA ?

Aux personnes qui veulent acquérir les compétences de gestion propres à conduire leur organisation et développer un

leadership responsable face à un environnement en perpétuelle mutation.

Comment le Geneva EMBA prépare-t-il les professionnels actifs avec son programme à temps partiel ?

D'abord grâce à l'enseignement par des professeurs à la pointe de leur domaine. Ensuite, par l'immersion dans l'écosystème genevois, un tiers de nos cours se font en entreprise. Enfin, par un coaching en self-leadership, pour traduire ses apprentissages en action.

Quels sont les critères de sélection pour participer au Geneva EMBA, en termes d'expérience professionnelle, de genre et de nationalités ?

Pour être admissible, il faut avoir un bachelor et au moins trois ans d'expérience professionnelle avec des responsabilités. Nous sélectionnons pour garantir la qualité et la diversité. La volée 2023 comptait 46 % de femmes et 17 nationalités.

En quoi les quatre domaines principaux abordés lors du cursus préparent-ils les cadres à relever les défis posés par les nouvelles réalités économiques, technologiques et sociales du monde actuel ?

Digitalisation, internationalisation, responsabilité sociale et environnementale, les défis sont nombreux. Nous donnons le moyen à nos étudiants de savoir analyser ces enjeux. Puis de savoir décider pour

avoir un impact concret. Notre but est d'apprendre à comprendre la complexité du monde d'aujourd'hui et à agir de manière pragmatique.

Si l'on prend deux exemples d'anciens étudiants : que sont-ils devenus en termes de gestion d'entreprise et/ou de responsabilités ?

Bertrand Girod a suivi le Geneva EMBA avant de reprendre Serbeco. L'entreprise compte aujourd'hui 200 employés, elle fait référence dans la collecte et la valorisation des déchets. **Sophie Dubuis** a dirigé Bucherer après son diplôme, avant de rejoindre de nombreux conseils d'administration – BCGE, Migros Genève, Genève Tourisme –, puis

d'être nommée vice-présidente de l'Union Patronale Suisse.

Deux mots sur le réseautage et le projet de groupe final ?

Le réseautage est régional, par les interactions avec plus de 30 entreprises partenaires de notre cursus. Il est aussi international, nos étudiants ont accès au réseau des 2 % de MBA au monde qui comme nous sont accrédités. Enfin, notre partenariat avec la CCIG permettra notamment à des entreprises membres de bénéficier des travaux de nos étudiants lors des 6 mois de leur projet de groupe final. ■



THE GENEVA EMBA
BY UNIVERSITY OF GENEVA

SPGI COMMERCIAL PROPERTY ADVISORS

Vernier

Chemin de l'Émeraude 10

Locaux aménagés prêts à l'emploi
Rez-de-chaussée grande hauteur dès 250.-/m²/an
Étages dès 220.-/m²/an
Accès quais camions et camionnettes
Monte-charge 5 tonnes de grande capacité
Proche de la gare de Meyrin et des commodités

metiersvernier.ch

SPGI Geneva SA geneva.spgi.ch
Anne-Pascale Marchand 022 707 46 66 | apm@spgi.ch

À louer

M
METIERS
VERNIER

Locaux de type
ateliers artisanaux
et industriels
dès 220 m²

IN ASSOCIATION WITH
CUSHMAN & WAKEFIELD

Disponible avril 2024

Commerce international

Renforcement des liens commerciaux avec l'Arabie saoudite et le Qatar

Début février, une mission économique, à laquelle a participé le directeur général de la Chambre **Vincent Subilia**, s'est rendue en Arabie saoudite et au Qatar. Coorganisée par les services de **M. Guy Parmelin**, Conseiller fédéral en charge de l'économie, de la formation et de la Recherche, le SECO et économiquesuisse, cette mission était conduite par le Conseil fédéral, avec la participation du président d'économiesuisse, **Christophe Mäder**. Était du voyage une quarantaine de représentants des principaux acteurs économiques suisses tels que Novartis, UBS et Glencore,

ou encore, au niveau genevois, MSC et la BCGE. L'objectif principal: renforcer les relations économiques entre la Suisse et ces deux marchés porteurs.

En Arabie Saoudite, l'accent a été mis sur les perspectives d'affaires prometteuses et les projets d'envergure stimulés par le plan Vision 2030 du Royaume. Cette initiative vise une transformation économique profonde pour réduire la dépendance aux hydrocarbures et inclut des avancées sociétales, notamment l'amélioration des droits des femmes. La mission a également noté des signes de profonde modernisation, comme l'utilisation

de bus électriques à l'aéroport de Riyad. Les participants ont exploré la capitale, également principal centre financier du pays, découvert ses chantiers titanesques, rencontré des ministres, visité des institutions clés et assisté à un grand forum d'affaires helvético-saoudien.

D'une superficie plus réduite, le Qatar n'en entretient pas moins des relations privilégiées avec la Suisse. L'agenda comprenait des réunions avec des représentants gouvernementaux de haut rang et la visite du Salon de la Joaillerie et de l'Horlogerie de Doha, où les acteurs genevois se sont montrés particulièrement présents. La mission a coïncidé

avec l'exposition horticole universelle de Doha, consacrée largement à la durabilité, et a inclus des visites de projets d'infrastructure.

L'objectif de la Chambre dans cette mission était multiple: permettre

aux entreprises suisses, et genevoises en particulier, de gagner des parts de marché dans ces deux pays et porter haut les couleurs économiques de Genève, tout en soignant ses précieuses relations avec les autorités fédérales. ■



La mission en Arabie saoudite au complet, menée par le Conseiller fédéral Guy Parmelin.

Témoignages de participants

Nous avons interrogé deux des membres de la mission: **Florence Schurch**, secrétaire générale de SUISSÉ-NEGOCE et **Yves Spörri**, chef de la Division internationale de la Banque Cantonale de Genève (BCGE).

Quelles impressions retirez-vous des deux pays visités, et en particulier de l'Arabie Saoudite ?

F.S.: L'Arabie saoudite est un pays qui se développe très rapidement. En sept ans, le gouvernement saoudien a autorisé les femmes à conduire une voiture, avoir un compte en banque, se déplacer seule dans la rue, alors que les Suissesses ont attendu 123 ans pour avoir le droit de voter. Sous la gouvernance de **Mohammed ben Salmane**, l'Arabie saoudite va aussi vite dans les droits de la femme que le développement de son économie et c'est une immense opportunité pour nos entreprises.

Y.S.: Les deux États mettent en avant les profondes réformes économique et sociale dans le cadre du plan Vision 2030 ainsi que les développements spectaculaires de l'infrastructure. D'ici fin 2030, l'Arabie saoudite va réaliser plusieurs giga projets comme Diriyah, quartier historique de Riyad, qui sera développé pour accueillir plusieurs millions de nouveaux habitants, King Salman Park, toujours à Riyad, qui est la création d'un parc public de 10 millions d'arbres. Avec NEOM et Red Sea Project, le pays, qui compte devenir une importante destination touristique, construit 300 000 chambres d'hôtels et créera un million d'emplois dans ce secteur. Le secteur minier est en développement avec d'importants gisements de métaux servant la transition énergétique. Le pays deviendra exportateur d'énergies renouvelables sous la forme d'hydrogène vert produit à partir

du soleil et du vent. Le pays compte aujourd'hui plus de 36 millions d'habitants et la démographie est dynamique avec une population jeune, 60% ont moins de 30 ans.

En quoi cette mission économique vous est apparue comme bénéfique ?

F.S.: Elle m'a permis de nouer des contacts, autant au sein de la délégation économique suisse qu'avec les ambassades de Riyad et de Doha, qui seront utiles à SUISSÉ-NEGOCE et à ses membres.

Y.S.: L'Arabie saoudite et le Qatar sont les 2^e et 3^e partenaires économiques de la Suisse au Moyen-Orient. Cette mission avait pour objectif la promotion économique de la Suisse auprès des autorités, des banques et des industries locales. Le Conseiller fédéral était accompagné d'une délégation de représentants de haut niveau de nombreux secteurs de l'économie suisse. La Suisse bénéficie d'une architecture d'accords économiques

complètes avec notamment un accord de libre-échange.

Les traders suisses sont-ils très actifs dans ces deux pays ?

F.S.: Les négociants suisses en matières premières y sont déjà extrêmement actifs, avec des livraisons de céréales et de grains, ainsi que de métaux et de minerais, pour leur développement tant économique qu'industriel. Ils achètent aussi leur énergie, pétrole pour l'Arabie Saoudite et gaz pour le Qatar, qu'ils vendent à l'étranger.

Quelle importance revêtent ces deux juridictions pour la BCGE ?

Y.S.: Tous les participants se sont accordés sur l'énorme potentiel que représentent les marchés saoudien et qatari, avec une population jeune et dynamique. Plus de cent entreprises suisses sont présentes en Arabie saoudite ainsi qu'une trentaine au Qatar. La Suisse entretient de très bonnes relations avec ces pays et les échanges entre nos gouvernements seront intensifiés dans les



Florence Schurch



Yves Spörri

domaines de la finance et du commerce. La BCGE soutient les entreprises suisses exportatrices, les négociants de matières premières ainsi que les suisses expatriés dans le cadre d'un accord de collaboration avec l'Organisation des Suisses de l'étranger.

« Cette délégation à très haut niveau a permis de faire rayonner les couleurs genevoises sur deux marchés qui constituent des leviers de croissance de premier plan pour nos entrepreneurs. »

Vincent Subilia, directeur général de la CCIG

« À un tournant de leur histoire, l'Arabie Saoudite et le Qatar œuvrent pour la stabilité dans la région et donc dans le monde. »

Olivier Straub, membre du Conseil économique, CCIG



Place à plus de liberté!

multipark.ch

PROFESSIONNELS*, AVEC LE MACARON FLEX: VOUS CHOISISSEZ!
Stationnez pour 5 heures continues, quand vous voulez, sur toutes les places bleues et blanches payantes du canton de Genève.

*Conditions d'éligibilité sur www.multipark.ch

LE COIN DE L'ARBITRAGE

L'exécution des sentences arbitrales en Suisse

À l'issue de la procédure d'arbitrage, le tribunal arbitral rend une sentence dite finale. Pour la partie ayant obtenu gain de cause, l'étape suivante consiste à faire exécuter cette sentence.

Pour les sentences rendues en Suisse, l'article 193 de la Loi fédérale sur le droit international privé du 18 décembre 1987 (LDIP) précise que chaque partie peut déposer, à ses frais, une expédition de la sentence auprès du tribunal suisse du siège du tribunal arbitral. Le tribunal suisse peut certifier, sur requête d'une partie, que la sentence est exécutoire. Une partie peut également

demander au tribunal arbitral de certifier que la sentence a été rendue conformément à la LDIP; ce certificat vaut dépôt.

Pour les sentences étrangères, c'est-à-dire rendues en dehors du territoire suisse, l'article 194 de la LDIP précise que leur reconnaissance et exécution sont régies par la Convention de New York de 1958 pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères. La partie qui demande la reconnaissance et l'exécution doit fournir, en même temps que la demande, (i) l'original dûment authentifié de la sentence ou une copie de cet origi-

nal réunissant les conditions requises pour son authenticité et (ii) l'original de la convention d'arbitrage ou une copie réunissant les conditions requises pour son authenticité. Si ladite sentence ou ladite convention n'est pas rédigée dans une des langues officielles de Suisse, une traduction sera requise.

En bref, qu'une sentence soit rendue en Suisse ou à l'étranger, les règles précitées facilitent sa reconnaissance et son exécution sur le territoire suisse. ■

■ CONTACT ET INFORMATIONS :
www.swissarbitration.org/
centre@swissarbitration.org

La Chambre au fil du temps

Cette année-là... 1917



Le saviez-vous? Cette rubrique présente la CCIG à travers les dates importantes de son histoire, à raison d'une année chaque mois.

La Chambre s'est toujours montrée précurseur dans la sauvegarde des intérêts de Genève. Ainsi l'Association des intérêts du commerce et de l'industrie de Genève a-t-elle été créée en 1885 sous ses auspices et sur l'initiative d'un Membre. De même, dans le domaine de la moralité en affaires, la Chambre a inspiré la création de l'Union suisse pour la sauvegarde des crédits qui rendra ses services de 1885 à 1921. Enfin, la Chambre a créé en 1917 la SPES, Société pour la protection de l'origine suisse, qui se révélera être le précurseur de l'Arbalète, futur symbole de qualité, de sécurité, de sérieux et de fiabilité, tant pour les entreprises que pour les consommateurs. ■

Retrouvez tout l'historique de la Chambre au petit Musée de la CCIG lors de votre prochain passage.

<https://tinyurl.com/Museedelachambre>

Industrie Genève

Deux entreprises sur les rails

Tout le mois de mars, plongez au cœur de l'utilisation du rail dans l'industrie genevoise.



Située à côté de la gare de Vernier, Jérôme SA utilise le rail depuis 1976 et ne compte pas s'arrêter. À l'heure actuelle, ils reçoivent un wagon de ciment tous les jours en provenance de la région lausannoise. Cela présente des avantages certains face à la livraison par camion, notamment une gestion du déchargement beaucoup plus aisée.

Si Jérôme SA se sert du rail pour acheminer de la marchandise, Serbeco SA, de son côté, l'utilise pour en évacuer. En effet, idéalement située au cœur des chantiers du PAV (Praille-Acacias-Vernet),

l'entreprise achemine par camions électriques la terre excavée non polluée des chantiers alentours, jusqu'à sa plateforme de la Praille, qui lui permet de l'éliminer par le rail quotidiennement.

Industrie-Genève est une association née de la volonté de l'Union industrielle genevoise (UIG), de la CCIG, de la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) et de l'OPI - Office de Promotion des Industries et des Technologies. Elle bénéficie du soutien de l'État de Genève, GE - Économie & Innovation, Alp ICT et - Pulse Incubateur HES. ■

RESSOURCES HUMAINES

Une nouvelle tête à la CCIG !



Après trois ans d'études en économie d'entreprise à la Haute Ecole de Gestion de Genève, Julie Odaka a travaillé pour le cabinet d'avocats House attorneys en tant que réceptionniste et assistante administrative. Par la suite, elle a repris le chemin des études dans le domaine de la comptabilité et a obtenu le diplôme d'aide-comptable à l'institut Ingesco, qui lui a donné l'opportunité d'être engagée par la régie immobilière Gérard Baezner & Cie SA. Aujourd'hui, elle relève un nouveau défi en participant aux opérations courantes de la vie comptable de la CCIG. ■

Retrouvez-nous sur Instagram!



Découvrez chaque mois les équipes de la CCIG

Ce mois-ci, coup de projecteur sur le département Communauté et Services, dirigé par Pauline Zahlaoui. Sa mission stratégique est de répondre aux besoins, même les plus spécifiques, des Membres et de développer les communautés de la CCIG.

Et parce qu'il est toujours bon de mettre des visages sur des noms, la CCIG vous convie à sa Journée Portes ouvertes, le jeudi 25 avril prochain, à la Maison de l'économie. L'occasion de rencontrer celles et ceux qui incarnent la vision de la CCIG et contribuent à faire de notre institution une force dynamique depuis 1865.



Partenaire

Russell Bedford Genève: votre interlocuteur local pour des solutions sur mesure

Fondé en 1987, Russell Bedford Genève est un groupe indépendant actif à Genève, qui a développé une expertise reconnue dans une large gamme de services.



Christopher Cuhe, directeur général Russell Bedford Audit Genève SA, et Frédéric Pyszczak, directeur général Russell Bedford Fiduciaire Genève SA.

2023, toute société en situation de perte de capital ou de surendettement, selon les art. 725 a et b CO, a l'obligation de faire un contrôle restreint et de proposer des mesures d'assainissement, même si elle ne dispose pas d'organe de révision. Les collaborateurs de Russell Bedford Genève peuvent réaliser le contrôle restreint et, en parallèle, vous conseiller sur les différents types de mesures d'assainissement et leurs impacts fiscaux potentiels.

capitaux (Sàrl ou SA) ou votre Sàrl en SA? Russell Bedford Genève sera à vos côtés durant ce processus, d'une part en agissant directement en qualité d'intermédiaire avec le notaire pour centraliser toute la documentation, et d'autre part pour émettre toutes les attestations de vérification nécessaires pour valider les projets de transformation auprès du registre du com-

merce. Dans le cadre de regroupements de sociétés et de fusions, nous rédigeons les différents projets (contrat et/ou rapport de fusion) et émettons les attestations de révision obligatoires.

L'équipe de Russell Bedford Genève se tient à votre disposition pour toute question concernant ces différents services. ■



Russell Bedford Fiduciaire Genève SA

Rue Jean Petitot 7 • 1204 Genève • Tél. +41 22 732 12 20 • info@rbfg.ch

Constitution de société

La constitution d'une société commerciale est une procédure qui requiert l'intervention d'un notaire. Celui-ci peut être choisi dans n'importe quel canton, quel que soit le canton du siège social. Les apports peuvent être effectués en espèce ou en nature, en fonction du type d'activité que vous souhaitez poursuivre. En cas d'apports en nature, un réviseur agréé devra établir une attestation de valorisation, laquelle vous permettra d'apporter à la société en formation les éléments nécessaires à votre exploitation. Russell Bedford Genève vous accompagne comme interlocuteur unique pour coordonner les différents prestataires de service.

Domicile de votre société

Russell Bedford Genève peut agir en tant que domiciliataire pour votre société, ou, vous pouvez choisir d'occuper vos propres locaux, nécessaires à l'exercice de votre activité. Dans ce cas, vous devrez au préalable être en mesure d'offrir certaines garanties au propriétaire, sans lesquelles la conclusion du bail vous sera refusée. À noter que ces garanties sont parfois impossibles à fournir par une société en cours de constitution. Russell Bedford Genève vous accompagne dans vos démarches auprès des régies et sociétés de cautionnement.

Augmentation du capital

Une augmentation de votre capital peut être effectuée au moyen d'apports en espèce ou en nature

ou par un abandon de créance. Dans ce cadre, le rapport d'augmentation établi par le conseil d'administration (par apport en espèce ou en nature) vous permettra de confirmer, auprès du notaire en charge de l'augmentation de capital, les nouveaux fonds propres de la société.

Révision statutaire

Aujourd'hui, l'organe de révision est un gage de qualité pour votre société et toutes vos parties prenantes. Savez-vous qu'il y a un tiers de moins de faillite pour des sociétés auditées que pour des sociétés non auditées? Êtes-vous au courant que la majorité des sociétés ayant plus de dix employés et sans organe de révision sont en infraction avec la loi? En effet, le Code des obligations veut que chaque société nouvellement créée et toute société comptant plus de dix employés à temps plein aient l'obligation de nommer un organe de révision afin de réaliser un audit des comptes annuels. Russell Bedford Genève peut être votre partenaire de confiance dans ce domaine, ce qui vous permettra d'avoir l'assurance que votre comptabilité et la présentation des comptes seront en conformité avec le droit comptable suisse. Vous pouvez renoncer à un audit statutaire si votre société emploie moins de dix personnes à temps plein et que la majorité des actionnaires l'approuve.

Perte de capital et surendettement

Avec l'entrée en vigueur du nouveau droit de la SA le 1^{er} janvier

Transformation et fusion

Dans le cadre de votre croissance, vous souhaitez transformer votre société individuelle en société de



POUR LES 4-9 ANS

1-5 juillet 2024
8-12 juillet 2024
15-19 juillet 2024



POUR LES 9-15 ANS

1-5 juillet 2024
8-12 juillet 2024
15-19 juillet 2024
5-9 août 2024
12-16 août 2024
19-23 août 2024



INSTITUT FLORIMONT
CAMPS D'ÉTÉ

POUR RÉSERVER



FLORIMONT.CH/CAMPS-ETE

bcge.ch/fr/prevoyance-entreprises

Agenda

Formation export

Jeudi 21 mars 2024 de 8 h 30 à 12 h - CCIG

Comment obtenir vos certificats d'origine



Jeudi 21 mars 2024 de 13 h 30 à 17 h - CCIG

Comment obtenir vos carnets ATA



Tarif préférentiel si vous vous inscrivez aux deux formations.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

Formation

Lundi 15 avril 2024 de 8 h 45 à 12 h 30 - CCIG

Créer des posts impactants sur les réseaux sociaux en utilisant l'IA



PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

Formation export

Mardi 16 avril 2024 de 9 h à 17 h - CCIG

Accords de libre-échange et origine préférentielle



En partenariat avec l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF).

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

Formation

Mercredi 24 avril 2024 de 9 h à 17 h

Château de Prangins, av. Général Guiguer 3, Prangins

Formation audio-visuelle 1 jour BeSMARTphoneVIDEO



Cette formation va permettre aux collaborateurs d'entreprises d'acquérir en un jour, à l'aide d'un smartphone, les bases nécessaires du tournage et du montage de vidéos.

Cette formation est orientée principalement vers la pratique et l'acquisition de techniques (70 % de pratique et 30 % de théorie).

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS: agenda.ccig.ch

IMPRESSUM

CCIGinfo

Mensuel destiné aux Membres de la CCIG.
Parution: 10 numéros par an,
3800 exemplaires

Responsable d'édition: Elsa Floret

Coordination: Pierre Giamarchi

Rédaction:

Simon Demaurex, Elsa Floret,
Pierre Giamarchi, Bertrand Konaté,
Mario Marchesini, Shanaize Yahiaoui,
Shima-Océane Zimmer

Insertions:

HP media SA, tél. 022 786 70 00

Graphisme: Fabrizio Rossi

Impression: Atar Roto Presse SA, Satigny

Contact: publications@ccig.ch



Maison de l'économie

Bd du Théâtre 4 - 1204 Genève
Tél. + 41 (0)22 819 91 11
www.ccig.ch



159^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

suivie de son dîner annuel



Mardi
26 mars 2024
de 17 h à 22 h

Centre de Congrès Palexpo

route François-Peyrot 30,
Grand-Saconnex

PLATINE

OR

ARGENT

BRONZE



Russell Bedford
Russell Bedford Fiduciaire Genève SA



SWISS RISK CARE
FLORIMONT
BeVisible
MEDIA ONE



JTI, integral Groupe, SIG, fert, MIGROS GENÈVE, SWISS



Hilton, groupe mutuel, P&G, BALESTRAFIC

GRICHTING HOTEL



A PARTIR DE
CHF 300* All inclusive

Pension complète

+
accès au spa et piscine intérieur

+
massage 45 min.

* par personne et par nuit pour 10 personnes



Activité sur demande:
Randonnée
ou Ski de fond

www.hotel-grichting.com
13 Kurparkstrasse 3954 | Leukerbad
Réservations et renseignements
Tel: +41 27 558 86 32